

D E C R E T S

Décret exécutif n° 21-50 du 14 Jomada Ethania 1442 correspondant au 28 janvier 2021 fixant les conditions et modalités d'obtention de l'habilitation universitaire.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu la loi n°15-21 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015, modifiée, portant loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique ;

Vu le décret présidentiel n° 19-370 du Aouel Jomada El Oula 1441 correspondant au 28 décembre 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 20-163 du Aouel Dhou El Kaâda 1441 correspondant au 23 juin 2020, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, relatif à la formation doctorale, la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire ;

Vu le décret exécutif n° 01-208 du 2 Jomada El Oula 1422 correspondant au 23 juillet 2001 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement des organes régionaux et de la conférence nationale des universités ;

Vu le décret exécutif n° 08-130 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier de l'enseignant chercheur ;

Vu le décret exécutif n° 08-131 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier du chercheur permanent ;

Vu le décret exécutif n° 08-265 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat ;

Décrète :

CHAPITRE 1^{er}

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 53 de la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et modalités d'obtention de l'habilitation universitaire.

Art. 2. — L'habilitation universitaire consacre la promotion de l'enseignant-chercheur ou du chercheur permanent au grade de maître de conférences classe « A » ou au grade de maître de recherche classe « A », elle consacre aussi un niveau élevé de compétence et d'aptitudes scientifiques et permet à son titulaire d'encadrer des thèses de doctorat, de diriger des équipes pédagogiques, de proposer des projets de formation doctorale et de proposer et de diriger des projets de recherche.

CHAPITRE 2

DES CONDITIONS D'OBTENTION DE L'HABILITATION UNIVERSITAIRE

Art. 3. — L'habilitation universitaire concerne le maître de conférences classe « B » et le maître de recherche classe « B », remplissant les conditions suivantes :

— être en position d'activité effective depuis trois (3) années, au minimum ;

— être titulaire depuis, au moins, une (1) année, d'un diplôme de doctorat ou d'un titre étranger reconnu équivalent ;

— avoir réalisé après l'obtention du doctorat, des travaux de recherche de haut niveau et consolidé les résultats de sa recherche par des publications dans des revues nationales et/ou internationales de renommée établie et des communications nationales et/ou internationales ou un dépôt de brevets d'invention ;

— avoir une expérience dans le domaine de l'enseignement par la production de polycopiés, de dispense de cours et d'encadrement des étudiants de master.

Art. 4. — Le dossier de candidature à l'habilitation universitaire comprend :

— une demande manuscrite ;

— un *curriculum vitae* accompagné des documents portant sur l'ensemble des travaux scientifiques et pédagogiques du postulant, y compris sa thèse de doctorat, ses travaux scientifiques ayant fait l'objet de publication et de communication, les ouvrages manuels et photocopiés et les brevets d'inventions déposés ;

— un rapport sur les activités d'enseignement, d'encadrement, d'expertise et d'évaluation réalisés après l'obtention du diplôme de doctorat.

Le dossier de candidature doit comprendre également une synthèse de l'ensemble des travaux pédagogiques et scientifiques, rédigée en langue nationale et dans l'une des deux (2) langues, française ou anglaise.

La composition, les modalités et les délais de dépôt du dossier de candidature, sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 5. — Les personnels militaires et civils assimilés du ministère de la défense nationale ayant acquis la qualité d'enseignant-chercheur ou de chercheur permanent, peuvent postuler à l'habilitation universitaire, conformément aux conditions et modalités fixées par le présent décret.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale et du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

CHAPITRE 3

DES MODALITES D'OBTENTION DE L'HABILITATION UNIVERSITAIRE

Art. 6. — Il est créé auprès de chaque conférence régionale des universités une commission régionale d'habilitation universitaire, dénommée « la commission régionale d'habilitation universitaire », composée d'enseignants-chercheurs et de chercheurs permanents de grade de professeur ou de directeur de recherche, ayant une ancienneté de trois (3) années, au moins, en cette qualité.

Les membres des commissions régionales d'habilitation universitaire sont désignés pour une durée de trois (3) années non renouvelable, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition des présidents des conférences régionales des universités.

La composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions régionales d'habilitation universitaire sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 7. — Les commissions régionales d'habilitation universitaire procèdent à l'examen et à l'évaluation des dossiers de candidats, conformément aux dispositions du présent décret. Elles prennent leurs décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions des commissions régionales d'habilitation universitaire sont motivées.

Art. 8. — Le dossier de candidature à une habilitation universitaire est recevable sur la base d'un minimum de points obtenus par le postulant, selon une grille d'évaluation fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 9. — Les décisions des commissions régionales d'habilitation universitaire sont notifiées au directeur d'établissement concerné, dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, à compter de la date de proclamation des résultats.

Le directeur de l'établissement du candidat reçu à l'habilitation universitaire, élabore l'arrêté de la promotion du candidat au grade de maître de conférences classe « A » ou maître de recherche classe « A », conformément à la décision de la commission régionale d'habilitation universitaire.

Art. 10. — Dans le cas où l'habilitation universitaire est refusée, le directeur de l'établissement en informe le postulant de la décision de la commission régionale d'habilitation universitaire par écrit, accompagné des motifs ayant justifié sa décision.

Art. 11. — Le candidat peut introduire un recours auprès de la commission régionale d'habilitation universitaire, dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de notification de la décision de refus de son habilitation universitaire.

La commission statue sur le recours dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de présentation du recours.

Les résultats du recours sont notifiés au directeur de l'établissement concerné, afin de prendre les dispositions nécessaires, selon le cas, conformément aux dispositions des articles 9 et 10 susvisés.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 12. — Les dispositions du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, susvisé, demeurent applicables aux demandes d'habilitation universitaire déposées par les enseignants-chercheurs et les chercheurs permanents, jusqu'à la fin de l'année universitaire 2020/2021.

Art. 13. — Nonobstant les dispositions de l'article 12 ci-dessus, toutes les dispositions contraires au présent décret, notamment les articles 4, 109 à 126 du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 relatif à la formation doctorale, la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire, sont abrogées.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Joumada Ethania 1442 correspondant au 28 janvier 2021.

Abdelaziz DJERAD.

مراسيم تنظيمية

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-265 المؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008 والمتضمن نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس وشهادة الماستر وشهادة الدكتوراه،

يرسم ما يأتي :

الفصل الأول

أحكام عامة

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادة 53 من القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد شروط وكيفيات الحصول على التأهيل الجامعي، المعدل.

المادة 2 : يتوج التأهيل الجامعي بترقية الأستاذ الباحث أو الباحث الدائم إلى رتبة أستاذ محاضر، قسم "أ" أو أستاذ بحث، قسم "ب"، كما يكرّس مستوى عاليا من الكفاءة والجدارة العلمية، ويسمح لحامله بتأطير أطروحات الدكتوراه، وقيادة فرق بيداغوجية واقتراح مشاريع التكوين في الدكتوراه واقتراح مشاريع بحث أو تأطيرها.

الفصل الثاني

شروط الحصول على التأهيل الجامعي

المادة 3 : يخص التأهيل الجامعي الأستاذ المحاضر، قسم "ب" وأستاذ البحث، قسم "ب" الذي يستوفي الشروط الآتية :

- أن يكون في وضعية نشاط فعلي منذ ثلاث (3) سنوات، على الأقل،

- أن يكون متحصلا على شهادة دكتوراه أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها منذ سنة (1) على الأقل،

- أن ينجز بعد الحصول على شهادة الدكتوراه، أعمال بحث ذات مستوى عالٍ وأن يعزز نتائج أبحاثه بمنشورات في مجلات وطنية و/أو دولية ذات سمعة معترف بها ومدخلات وطنية و/أو دولية أو إيداع براءات اختراع،

- أن يثبت خبرة في مجال التدريس من خلال إنتاج مطبوعات تعليمية وإلقاء دروس، وتأطير طلبة الماستر.

المادة 4 : يتكون ملف الترشيح للتأهيل الجامعي من :

- طلب خطي،

مرسوم تنفيذي رقم 21-50 مؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1442 الموافق 28 جانفي سنة 2021، يحدد شروط وكيفيات الحصول على التأهيل الجامعي.

إنّ الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 5-112 و 141 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل،

- وبمقتضى القانون رقم 15-21 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015 والمتضمن القانون التوجيهي حول البحث العلمي والتطوير التكنولوجي، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 19-370 المؤرخ في أول جمادى الأولى عام 1441 الموافق 28 ديسمبر سنة 2019 والمتضمن تعيين الوزير الأول،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 20-163 المؤرخ في أول ذي القعدة عام 1441 الموافق 23 يونيو سنة 2020 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 98-254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01-208 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1422 الموافق 23 يوليو سنة 2001 الذي يحدّد صلاحيات الهيئات الجهوية والندوة الوطنية للجامعات وتشكيلها وسيرها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-130 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالأستاذ الباحث،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-131 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالباحث الدائم،

المادة 9 : تبلغ قرارات اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي إلى مدير المؤسسة المعنية في أجل لا يتعدى خمسة عشر (15) يوما، ابتداء من تاريخ إعلان النتائج.

يقوم مدير المؤسسة التي ينتمي إليها المترشح الناجح في التأهيل الجامعي بإعداد قرار الترقية إلى رتبة أستاذ محاضر، قسم "أ"، أو أستاذ بحث، قسم "أ"، وفقا لمقرر اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي.

المادة 10 : في حالة رفض التأهيل الجامعي، يبلغ مدير المؤسسة المعنية قرار اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي كتابيا إلى المترشح، مرفقا بالأسباب التي عللت قرارها.

المادة 11 : يمكن المترشح، تقديم طعن أمام اللجنة الجهوية للتأهيل في أجل ثمانية (8) أيام، ابتداء من تاريخ تبليغه بقرار رفض التأهيل الجامعي.

تفصل اللجنة في الطعن في أجل خمسة عشر (15) يوما، ابتداء من تاريخ تقديم الطعن.

تبلغ نتائج الطعن إلى مدير المؤسسة المعنية لاتخاذ الإجراءات اللازمة، حسب الحالة، وفقا لأحكام المادتين 9 و10 المذكورتين أعلاه.

الفصل الرابع

أحكام انتقالية وختامية

المادة 12 : تبقى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 98-254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، مطبقة على طلبات الترشح للتأهيل الجامعي المودعة من قبل الأساتذة الباحثين والباحثين الدائمين إلى غاية انتهاء السنة الجامعية 2020 / 2021.

المادة 13 : دون المساس بأحكام المادة 12 أعلاه، تلغى جميع الأحكام المخالفة لهذا المرسوم، لا سيما المواد 4 و109 إلى 126 من المرسوم التنفيذي رقم 98-254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي.

المادة 14 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 14 جمادى الثانية عام 1442 الموافق 28 جانفي سنة 2021.

عبد العزيز جراد

- سيرة ذاتية، مرفقة بالوثائق المتعلقة بمجموع الأعمال العلمية والبيداغوجية للمترشح، بما فيها نسخة من أطروحة الدكتوراه وأعماله العلمية التي نشرت، والمدخلات والمؤلفات والكتيبات والمطبوعات التعليمية، وبراءات الاختراع التي أودعها،

- تقرير حول الأنشطة التعليمية والتأطيرية والخبرة والتقييم التي أنجزها بعد الحصول على شهادة الدكتوراه.

ويجب أن يضم ملف الترشح ملخصا عن مجموع الأعمال البيداغوجية والعلمية يحرر باللغة الوطنية وبإحدى اللغتين الفرنسية أو الإنجليزية.

تحدد مكونات ملف الترشح للتأهيل الجامعي وكيفيات وأجال إيداعه بموجب قرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 5 : يمكن الأفراد العسكريين والمدنيين الشبهيين لوزارة الدفاع الوطني الذين اكتسبوا صفة الأستاذ الباحث أو الباحث الدائم، الترشح للتأهيل الجامعي طبقا للشروط والكيفيات المحددة في هذا المرسوم.

تحدد كيفيات تطبيق هذه المادة بموجب قرار مشترك بين وزير الدفاع الوطني والوزير المكلف بالتعليم العالي.

الفصل الثالث

كيفية الحصول على التأهيل الجامعي

المادة 6 : تنشأ لدى كل ندوة جهوية للجامعات لجنة جهوية للتأهيل الجامعي، تدعى "اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي"، وتتشكل من أساتذة باحثين وباحثين دائمين من رتبة أستاذ أو مدير بحث يتمتعون بأقدمية ثلاث (3) سنوات، على الأقل، بهذه الصفة.

يعين أعضاء اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي لمدة ثلاث (3) سنوات غير قابلة للتجديد، بموجب قرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي بناء على اقتراح من رؤساء الندوات الجهوية للجامعات.

تحدد تشكيلة اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي وتنظيمها وسيرها بموجب قرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 7 : تقوم اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي بدراسة وتقييم ملفات المترشحين طبقا لأحكام هذا المرسوم، وتتخذ قراراتها بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين. وفي حالة تعادل الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحا.

تكون قرارات اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي معللة.

المادة 8 : يقبل ملف الترشح للتأهيل الجامعي على أساس الحد الأدنى للنقاط التي تحصل عليها المترشح، حسب شبكة تقييم تحدّد بموجب قرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.